

## LA PROPOSITION DE CRÉER UNE SOCIÉTÉ DE LA COURONNE

**M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur):** Plus précisément, monsieur le Président, le ministre a-t-il envisagé de créer une nouvelle société de la Couronne . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Penner:** . . . qui serait chargé d'exploiter la ligne ferroviaire White Pass et Yukon et la Commission d'énergie du Nord canadien, société de la Couronne qui comblerait les besoins de transport et d'énergie de la société Cyprus Anvil? Si je soulève cette question, monsieur le Président, c'est parce que le député du Yukon en a fait la proposition pendant la dernière campagne électorale.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur le Président, il va de soi que je suis toujours disposé à recevoir les instances du député du Yukon.

**M. Axworthy:** Vous n'avez pas le choix.

**M. Crombie:** Monsieur le Président, à propos de la ligne ferroviaire White Pass, en particulier, elle joue, en matière de transports au Yukon, un rôle extrêmement important. Il en va de même pour la CENC qui, en ce qui touche les frais énergétiques, influera sur toute décision d'ouvrir la mine. Je suis toutefois en mesure, monsieur le Président, d'affirmer au député qu'il n'a jamais été question avec quiconque à qui j'ai pu parler, ni avec quelque intéressé de la localité de Faro ni, avec qui que ce soit que s'intéresse à la question si ce n'est la mention qu'il en a faite aujourd'hui, de créer une société de la Couronne.

Si jamais le député du Yukon voulait poursuivre cette question, il trouvera ma porte ouverte.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

## LES ENFANTS

L'ABUS SEXUEL—LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION  
BADGLEY

**M. Svend J. Robinson (Burnaby):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice en ce jour qui restera d'heureuse mémoire pour la justice au Canada. Au mois d'août dernier, la Commission Badgley a publié un rapport très complet établissant comment l'abus sexuel des enfants était une véritable tragédie nationale. Chose étonnante, le discours du trône est resté muet à cet égard. Quelles

## Questions orales

mesures le ministre entend-il prendre pour donner suite aux très importantes recommandations de cette commission?

**L'hon. John C. Crosbie (ministre de la Justice et procureur général du Canada):** Monsieur le Président, comme le député le sait sûrement, car il a la réputation d'être diligent . . .

**M. Broadbent:** C'est vrai!

**M. Riis:** Bravo!

**M. Crosbie:** . . . même si le chef de son parti l'a fait descendre d'un échelon.

**M. Murphy:** Vous aussi.

**M. Broadbent:** Quel poste occupez-vous, John?

**Des voix:** Bravo!

**M. le Président:** A l'ordre!

**M. Axworthy:** Vous avez quelque chose de commun avec lui, John.

**M. le Président:** A l'ordre!

**M. Crosbie:** C'est une réception particulièrement animée, monsieur le Président. Je m'en excuse en leur nom. Non, j'ai l'impression de me retrouver dans les hautes sphères.

**M. Broadbent:** C'est ce que vous deviez ressentir.

**M. Axworthy:** Élevé des Finances à la Justice.

**M. Crosbie:** La seule peine que je dois endurer maintenant, c'est de faire face à nos vis-à-vis.

Comme le député le sait donc, monsieur le Président, le rapport fait des recommandations qui s'adressent à la fois au gouvernement fédéral et aux provinces. Voilà pourquoi nos fonctionnaires ont entrepris de consulter leurs homologues provinciaux. Les 22 et 23 novembre aura lieu une rencontre des ministres de la Justice et procureurs généraux et le rapport sera à l'ordre du jour. Des mesures seront sûrement prises mais ce faisant, il faut éviter d'empiéter sur les droits de la personne. Il faut agir avec pondération. Cette question nous préoccupe et nous allons prendre les mesures nécessaires.

L'ABUS SEXUEL DES ENFANTS—LA POSITION DU  
GOUVERNEMENT

**M. Svend J. Robinson (Burnaby):** Ma question supplémentaire s'adresse au très honorable premier ministre.

La Commission Badgley a recommandé à l'unanimité que le gouvernement établisse immédiatement un bureau de commissaires relevant directement du Bureau du premier ministre, pour combattre l'abus sexuel des enfants.

Quand le premier ministre va-t-il établir ce bureau si important pour les enfants canadiens?